

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Deborah Jones

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et ailleurs dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Aider les Canadiens les plus vulnérables (personnes âgées, personnes handicapées et groupes marginalisés). Les gens ont besoin de logements sécuritaires et abordables, d'accès aux soins de santé et d'avoir la dignité de pouvoir contribuer à la société. Personne ne devrait être contraint de vivre sous le seuil de la pauvreté dans un pays comme le Canada. Il faut prendre soin de tous les Canadiens, pas seulement des riches et des propriétaires d'entreprises.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, la crise de la dette souveraine en Europe et la concurrence que leur livrent un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

ACHETER DES PRODUITS DU CANADA d'abord et avant tout. Il faut créer des emplois en achetant des produits du Canada. Offrir de réels avantages aux entreprises qui conservent des emplois ici et qui en créent de nouveaux. Protéger le Canada et notre mode de vie en refusant de vendre nos droits et nos ressources au plus offrant par le biais d'accords commerciaux qui ne bénéficient que les riches.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de sa population et des pénuries de main-d'œuvre?

Collaborer avec les syndicats et les groupes communautaires qui ont de réelles solutions pour doubler le Régime de pensions du Canada et veiller à ce qu'aucune personne âgée au Canada ne vive dans la pauvreté. Faire en sorte que les universités et les écoles de métiers soient abordables pour tous les Canadiens et attirer la main-d'œuvre qualifiée dont le pays a besoin, que ce soit en réduisant les frais de scolarité, en offrant davantage d'aide financière, ou en construisant davantage de logement, de garderies et d'écoles dans les régions éloignées. Certaines personnes veulent se trouver un emploi et obtenir une formation, mais elles n'y arrivent pas en raison de leur état de santé ou de leur emplacement géographique.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le gouvernement du Canada doit avant tout empêcher les entreprises d'exporter leurs emplois et leurs capitaux vers des pays moins coûteux. Si une entreprise obtient une subvention du gouvernement du Canada et qu'elle part ensuite s'installer dans un pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse, elle doit

faire face à des conséquences. En outre, le gouvernement doit CESSER de s'immiscer dans les relations de travail pour empêcher les syndicats de négocier de bonne foi. Le Canada a de solides expériences en relations de travail équitables et productives. Le gouvernement est en train de détruire ces acquis avec ses mesures maladroites qui favorisent, de toute évidence, les dirigeants des entreprises.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Pendant plus de 100 ans, nous avons menti aux Premières Nations de ce pays et avons profité de leur naïveté, et, à ce jour, nous n'avons toujours pas admis nos torts ni entamé le processus de réconciliation et d'indemnité. Les Autochtones constituent la partie de la main-d'œuvre en plus forte croissance au pays, mais nous n'avons toujours pas trouvé de moyen pour nous assurer qu'ils ont accès à l'éducation et à la formation nécessaires pour intégrer le marché du travail et créer des communautés fortes et productives. Il est répugnant que nous accourions pour défendre les droits d'autres personnes ailleurs dans le monde, mais que nous piétinions encore les droits d'une partie de notre population.